

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale chargé du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau, le 2 avril 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la composition du dossier de demande de certificat et de permis d'environnement", a donné le 3 mai 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 2 april 1993 door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, belast met Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot vaststelling van de samenstelling van het dossier voor de aanvraag om een milieu-attest en -vergunning", heeft op 3 mei 1993 het volgende advies gegeven :

Observations générales.

1. La composition du dossier des demandes de certificat et des demandes de permis d'environnement est déterminée dans les formulaires annexés à l'arrêté en projet. Il n'est donc pas nécessaire de définir dans le dispositif les pièces et informations que doivent contenir les demandes.

2. L'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement fait une distinction entre les demandes de certificat et les demandes de permis : dans une demande de certificat, la présentation du projet ne doit porter que sur ses principaux éléments constitutifs (1).

Or, les auteurs de l'arrêté en projet ont conçu la composition du dossier pratiquement de la même manière pour les demandes de certificat et pour les demandes de permis d'environnement.

Certes, la règle qui vient d'être indiquée est rappelée, à propos du cadre VI des annexes 1, 2 et 3. Mais elle n'est pas prise en compte dans les autres cadres prévus par ces annexes pour présenter le projet.

L'arrêté en projet doit être revu pour tenir compte de ces deux observations.

(1) Article 10, alinéa 2, de l'ordonnance.

Préambule.

L'article 10 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement fournit à l'arrêté en projet un fondement suffisant. Les autres dispositions visées de cette ordonnance se bornent à s'y référer ou, ce qui est le cas de l'article 75, sont étrangères à la matière qu'entend régler l'arrêté en projet.

Il faut donc écrire, à la fin de l'alinéa 1er :
", notamment l'article 10;".

Observations relatives aux annexes.

Cadres I et II.

1. Le texte en projet prévoit deux cadres portant l'un "Identification du demandeur", l'autre "Identification de l'exploitant et de ses préposés".

Cette présentation des informations exigées laisse entendre que la demande pourrait émaner d'une personne autre que l'exploitant ou le futur exploitant. Or, l'ordonnance du 30 juillet 1992 précitée prévoit que les demandes sont introduites par le demandeur, c'est-à-dire le futur exploitant ou celui qui a déjà cette qualité si l'installation est en cours d'exploitation (2).

(2) Il est de principe qu'une demande d'autorisation d'exploitation soit introduite par l'exploitant : voyez Conseil d'Etat, arrêts Dockx, n° 31.861 du 26 janvier 1989 et De Clercq, n° 32.554 du 11 mai 1989.

Il s'ensuit que la distinction entre les cadres n'est pas conforme à l'ordonnance et qu'un seul type de renseignement doit être exigé.

2. Au point 2.4., selon les explications des délégués de l'Exécutif, l'intention est de viser le nombre de personnes occupées ou qu'il est prévu d'occuper dans l'installation qui fait l'objet de la demande.

Le texte doit être revu afin d'exprimer plus clairement cette intention.

Cadre III.

L'intitulé du point 3 est "objet de la demande", et non "objet de la déclaration".

Cadre IV.

1. Au point 1, en exigeant que le demandeur joigne un extrait du plan cadastral comprenant les parcelles ou parties de parcelles situées dans un rayon de 50 mètres de l'installation et un extrait de la matrice cadastrale indiquant les noms des propriétaires des parcelles ou parties de parcelles comprises dans ce rayon, les auteurs du projet reproduisent une règle prévue par le règlement général pour la protection du travail concernant les

.../...

demandes d'autorisation d'exploitation introduites pour un établissement de première classe (3).

Pour l'application du règlement général, cette règle se justifie tout spécialement par le fait que, pour les établissements de première classe, les propriétaires et principaux occupants des immeubles compris dans un rayon de 50 mètres de l'établissement doivent être avisés de la demande d'autorisation individuellement et par écrit (4).

Dans les projets d'arrêtés d'exécution de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992, d'autres dispositions sont prévues pour annoncer au voisinage l'ouverture d'une enquête publique. On relève que ces dispositions, qui concernent toutes les classes d'installations, imposent d'annoncer l'ouverture d'une enquête dans un rayon plus important que celui prévu par le règlement général pour la protection du travail (5).

Le texte en projet sera adapté en conséquence.

(3) Article 3, alinéa 5, de ce règlement.

(4) Article 4, alinéa 5, de ce règlement.

(5) Voir les articles 8 et 12 du projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux mesures particulières de publicité et aux enquêtes publiques des installations de classe I.A., I.B. et II, examiné le 19 avril 1993 sous la référence L. 22.258/9, ainsi que les articles 8 et 12 du projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux mesures particulières de publicité et aux enquêtes publiques de projets mixtes, examiné le 19 avril 1993 sous la référence L. 22.266/9.

2. Au point 2, il serait plus judicieux d'interroger "le demandeur" (6) sur la nature de ses droits à propos du bien où est projetée ou située l'installation.

Si le demandeur n'est pas propriétaire du bien, plutôt que de réclamer "l'acte de convention", comme le prévoit le texte en projet, mieux vaut solliciter la production d'un document adéquat faisant apparaître la nature des droits du demandeur sur le bien concerné, ainsi que les éventuelles conditions restrictives quant à son usage.

Enfin, on doit observer qu'aucune disposition de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992 ne permet à l'Exécutif d'imposer au demandeur d'avertir le propriétaire du bien qu'une demande a été introduite et que cette obligation n'est pas justifiée au regard des objectifs poursuivis par cette ordonnance, qui est étrangère à des préoccupations d'ordre civil.

Le texte, au point 2, doit être remanié pour tenir compte de ces observations.

(6) et non "l'exploitant", comme l'indique le texte en projet; la même observation vaut pour le point 3.

Cadre XIX, dans les annexes 1 et 3.

1. Le texte néglige de mentionner parmi les incidences prévisibles du projet, celles résultant de l'interaction des facteurs à prendre en considération (7).

2. Le texte est, par ailleurs, ambigu en ce qu'il demande de tenir compte "également" de la circulation, de l'ambiance sonore du voisinage et de la contribution du projet à la qualité de la vie de son environnement immédiat. Selon les explications des délégués de l'Exécutif, l'intention des auteurs du projet est d'attirer spécialement l'attention du demandeur sur ces aspects, qui sont, de toute façon, à prendre en considération dans l'évaluation des incidences du projet. Il convient dès lors de remplacer le mot "également" par le mot "notamment".

3. Enfin, la règle selon laquelle la description de l'évaluation des incidences prévisibles du projet doit être "relativement technique en fonction de l'importance du projet" demande à être précisée.

Dans le texte néerlandais de l'annexe 1, cette règle manque.

Le texte doit être revu pour tenir compte de ces observations.

(7) Article 3, 3^o, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale.

4. Les annexes 2 et 3 appellent, par ailleurs, l'observation générale suivante : en ce qui concerne les demandes de permis d'environnement qui font suite à une demande de certificat d'environnement, il y a lieu de requérir la production d'une copie du certificat ou, à défaut de délivrance de celui-ci dans le délai fixé, de la lettre invitant l'Exécutif à statuer sur la demande de certificat (8).

Observations finales.

1. La publication de l'arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que son entrée en vigueur ne précède pas celle des ordonnances sur lesquelles il est fondé.

2. Le texte néerlandais de certaines dispositions de l'arrêté en projet et des annexes est susceptible d'amélioration. A titre d'exemple, quelques observations à ce sujet sont faites dans le présent avis.

En outre, il faudrait tenir compte de l'observation concernant l'orthographe du néerlandais faite dans le présent avis.

(8) Articles 25 et 32 de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

Algemene opmerkingen.

1. De samenstelling van het dossier voor een aanvraag om een milieu-attest of een milieuvergunning wordt bepaald in de formulieren gevoegd bij het ontworpen besluit. Het is dus niet nodig in het dispositief de stukken en de gegevens te bepalen die de aanvraag moet bevatten.

2. In de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning wordt een onderscheid gemaakt tussen de aanvraag om een attest en de aanvraag om een vergunning : in een aanvraag om een attest behoeven alleen de voornaamste bestanddelen van het project te worden voorgesteld (9).

De stellers van het ontworpen besluit hebben evenwel voorgeschreven dat de dossiers voor de aanvragen om een milieu-attest en die voor de aanvragen om een milieuvergunning op bijna volledig dezelfde wijze worden samengesteld.

Aan bovengenoemde regel wordt weliswaar herinnerd in verband met kader VI van de bijlagen 1, 2 en 3, doch hij wordt voor de voorstelling van het project in de overige kaders van die bijlagen niet in aanmerking genomen.

Het ontworpen besluit moet worden herzien ten einde rekening te houden met die twee opmerkingen.

(9) Artikel 10, tweede lid, van de ordonnantie.

Aanhef.

Artikel 10 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning geeft aan het ontworpen besluit een genoegzame rechtsgrond. De overige aangehaalde bepalingen van die ordonnantie bepalen zich ertoe ernaar te verwijzen of, wat artikel 75 betreft, hebben niets van doen met de aangelegenheid die het ontworpen besluit beoogt te regelen.

Aan het eind van het eerste lid moet dus worden geschreven : "... , inzonderheid op artikel 10;".

Opmerkingen betreffende de bijlagen.Kaders I en II.

1. De ontworpen tekst bevat een kader, bestemd voor de "Identificatie van de aanvrager", en een ander bestemd voor de "Identificatie van de exploitant en van zijn aangestelden".

Deze voorstelling van de vereiste informatiegegevens doet uitschijnen dat de aanvraag kan worden gedaan door een ander persoon dan de exploitant of de toekomstige exploitant. Voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992 bepaalt evenwel dat de aanvragen worden ingediend door de aanvrager, dit wil zeggen de toekomstige exploitant of diegene die deze

.../...

hoedanigheid reeds bezit indien de inrichting al wordt geëxploiteerd (10).

Daaruit vloeit voort dat het onderscheid tussen de kaders niet in overeenstemming is met de ordonnantie en dat slechts één soort van inlichting behoort te worden geëist.

2. Volgens de uitleg van de gemachtigden van de Executieve is het de bedoeling in punt 2.4. het aantal personen aan te geven die tewerkgesteld zijn of zullen worden in de inrichting waarvoor een aanvraag wordt ingediend.

De tekst moet worden herzien ten einde die bedoeling duidelijker tot uiting te brengen.

Kader III.

Het opschrift van punt 3 is niet "voorwerp van de aangifte", doch "voorwerp van de aanvraag".

(10) In beginsel moet een aanvraag om een exploitatievergunning ingediend worden door de exploitant : zie Raad van State, arresten Dockx, nr. 31.861 van 26 januari 1989 en De Clercq, nr. 32.554 van 11 mei 1989.

Kader IV.

1. De stellers van het ontwerp schrijven in punt 1 voor dat de aanvrager een uittreksel moet bijvoegen uit het kadastrale plan met de percelen of gedeelten van percelen, gelegen in een straal van 50 meter rond de inrichting, alsook een uittreksel uit de kadastrale legger, met vermelding van de namen van de eigenaars van de percelen of gedeelten van percelen, gelegen binnen die straal. Aldus nemen zij een regel over die is vervat in het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming en die betrekking heeft op de aanvragen om een exploitatievergunning ingediend voor een inrichting van eerste klasse (11).

Voor de toepassing van het algemeen reglement is die regel inzonderheid gewettigd doordat voor de inrichtingen van eerste klasse de eigenaars en de belangrijkste gebruiknemers van de onroerende goederen, gelegen in een straal van 50 meter rond de inrichting, individueel en schriftelijk in kennis moeten worden gesteld van de vergunningsaanvraag (12).

In de ontwerp-besluiten tot uitvoering van voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992 zijn andere bepalingen opgenomen om aan de buurtbewoners te melden dat een openbaar onderzoek wordt ingesteld. Op te merken valt dat die bepalingen, welke alle klassen van inrichtingen betreffen, bepalen dat het instellen van een onderzoek moet worden

(11) Artikel 3, vijfde lid, van het reglement.

(12) Artikel 4, vijfde lid, van het reglement.

aangekondigd binnen een grotere straal dan die welke is voorgeschreven bij het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming (13).

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden aangepast.

2. In punt 2 zou het verkieslijk zijn "de aanvrager" (14) te vragen wat de aard is van zijn rechten ten aanzien van het goed waar de inrichting gepland wordt of gelegen is.

Indien de aanvrager niet de eigenaar is van het goed, zou het beter zijn de overlegging te vragen van een geschikt document waaruit de aard van de rechten van de aanvrager op het betrokken goed blijkt, alsook de eventuele beperkende voorwaarden inzake de aanwending ervan, veeleer

(13) Zie de artikelen 8 en 12 van het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de speciale regelen van openbaarmaking en de openbare onderzoeken voor inrichtingen van klasse I.A., I.B. en II, op 19 april 1993 onderzocht onder het nummer L. 22.258/9, en de artikelen 8 en 12 van het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende de speciale regelen van openbaarmaking en de openbare onderzoeken voor gemengde projecten, op 19 april 1993 onderzocht onder het nummer L. 22.266/9.

(14) Veeleer dan "de exploitant", zoals aangegeven in de ontworpen tekst; dezelfde opmerking geldt voor punt 3.

dan "de akte van het contract", zoals de ontworpen tekst bepaalt.

Ten slotte moet worden opgemerkt dat geen enkele bepaling van voornoemde ordonnantie van 30 juli 1992 de Executieve in staat stelt de aanvrager te verplichten de eigenaar van het goed ervan in kennis te stellen dat een aanvraag is ingediend, en dat die verplichting niet gerechtvaardigd is in het licht van de strekking van de ordonnantie, welke niet van burgerrechtelijke aard is.

De tekst in punt 2 moet worden herzien ten einde rekening te houden met die opmerkingen.

Kader XIX in de bijlagen 1 en 3.

1. Onder de te verwachten effecten van het project wordt in de tekst geen melding gemaakt van die welke voortvloeien uit de wisselwerking van de in aanmerking te nemen factoren (15).

2. Voorts is de tekst dubbelzinnig doordat gevraagd wordt "eveneens" rekening te houden met het verkeer, de geluidsomgeving van de buurt en de bijdrage van het project aan de kwaliteit van het bestaan in de onmiddel-

(15) Artikel 3, 3^o, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

lijke omgeving. Volgens de uitleg verstrekt door de gemachtigden van de Executieve is het de bedoeling van de stellers van het ontwerp om de bijzondere aandacht van de aanvrager te vestigen op die aspecten welke hoe dan ook in aanmerking moeten worden genomen bij de beoordeling van de milieu-effecten van het project. Men schrijve derhalve "onder meer" in plaats van "eveneens".

3. Ten slotte is het aangewezen het voorschrift dat de beschrijving van de evaluatie van de te verwachten milieu-effecten van het ontwerp "relatief technisch" moet zijn "in functie van de omvang van het project" nader uit te werken.

Dit voorschrift ontbreekt in de Nederlandse tekst van bijlage 1.

De tekst moet worden herzien ten einde rekening te houden met die opmerkingen.

4. Omtrent de bijlagen 2 en 3 behoort voorts de volgende algemene opmerking te worden gemaakt : voor de aanvragen om een milieuvergunning volgend op een aanvraag om een milieu-attest moet de overlegging van een afschrift van het attest worden voorgeschreven of, indien het attest niet binnen de gestelde termijn is afgegeven, de overlegging van

.../...

de brief waarbij de Executieve verzocht wordt te beslissen over de aanvraag om een attest (16).

Slotopmerkingen.

1. De bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad moet zo worden geregeld dat de inwerkingtreding ervan niet voorafgaat aan die van de ordonnanties waarop het gegrond is.

2. De Nederlandse tekst van sommige bepalingen van het ontwerp van besluit en van de bijlagen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal opmerkingen gemaakt.

Voorts wordt erop gewezen dat, wat de bastaardwoorden betreft, steeds de voorkeurspelling moet worden gebruikt.

(16) Artikelen 25 en 32 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegevoegd door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.